

[Français]

**Mme Sauvé:** Monsieur l'Orateur, je pense que, sur les aspects industriels du ministère, il n'y a pas beaucoup de controverse entre le gouvernement fédéral et les provinces. Mais, justement, comme le ministre ne s'est pas présenté à la conférence de presse qui a suivi la réunion des ministres, et a délégué son sous-ministre—je n'ai rien contre lui, bien sûr, il se débrouille très bien dans tout ce qu'il fait—mais de mon temps, c'était le ministre qui donnait les conférences de presse. Je voudrais que le ministre, pour le bénéfice de cette Chambre, nous dise d'une façon un peu plus précise, ce qu'il a offert aux provinces, en ce qui concerne, par exemple, la délégation d'autorité en matière de câble, la télévision à péage, l'interconnexion des systèmes et la législation surtout, que j'aurais souhaité la voir discutée à la Chambre plutôt qu'avec les ministres des communications dans une autre ville.

[Traduction]

**M. MacDonald (Egmont):** Monsieur l'Orateur, comme vous le savez, le Règlement ne m'autorise pas à répondre en détail à la question de madame le député. Je tiens à lui dire que je pense avoir trouvé un certain nombre de solutions pratiques dans les domaines dont elle a parlé. Plus précisément, pour n'en mentionner que deux, en ce qui concerne la télévision payante et l'utilisation des satellites, nous avons présenté aux provinces une proposition que nous aimerions mettre en œuvre et elles se penchent très sérieusement sur la question.

En ce qui concerne la juridiction en matière de câblodistribution nous avons opté pour une solution pratique en formant un groupe d'étude afin de chercher ensemble une solution provisoire avant de parvenir à un accord constitutionnel ou autre.

\* \* \*

[Français]

### LES RELATIONS OUVRIÈRES

LE RAPPORT DE LA COMMISSION ADAMS—ON DEMANDE QUELLES RECOMMANDATIONS SERONT D'ABORD APPLIQUÉES

**M. Jacques Olivier (Longueuil):** Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre du Travail.

Le ministre a rendu public aujourd'hui le rapport Adams sur les congés d'éducation payés et sur la productivité. Pourrait-il dire, premièrement, s'il a l'intention de mettre en application les principales recommandations, et laquelle, en premier lieu, veut-il mettre en application?

[Traduction]

**L'hon. Lincoln M. Alexander (ministre du Travail):** Monsieur l'Orateur, je tiens à remercier le député de cette question très importante. Comme il le sait, le rapport en question n'est, en fait, qu'un simple communiqué et nous avons l'intention

### Questions orales

d'entendre les parties intéressées, aussi bien les syndicats, le patronat que les ministres provinciaux ou les experts. Nous n'avons pas encore pris position. Nous consultons les intéressés après quoi le gouvernement décidera dans quelle voie s'orienter.

[Français]

ON DEMANDE SI LES RECOMMANDATIONS ENTRENT EN CONTRADICTION AVEC LES FONDS AFFECTÉS À L'ÉDUCATION DES TRAVAILLEURS

**M. Jacques Olivier (Longueuil):** Monsieur le président, le ministre pourrait-il dire à la Chambre s'il a l'intention de faire introduire les recommandations du rapport et les consultations qui ont été faites par la Commission Adams dans le bill C-8 qui a été présenté la semaine dernière par le gouvernement, et si ces recommandations vont aller en contradiction avec les dix millions de dollars qui ont été accordés pour l'éducation syndicale à travers le pays?

[Traduction]

**L'hon. Lincoln M. Alexander (ministre du Travail):** Monsieur l'Orateur, si l'on me fait des instances à cet égard et si cette question pose un problème, je vais certainement l'examiner immédiatement et dire ce qu'il en est au député, d'autant plus qu'il signale une contradiction. J'ignore jusqu'où va cette contradiction, mais je vais examiner la chose.

\* \* \*

### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'AIDE AU KAMPUCHEA—LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

**M. Walter McLean (Waterloo):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comme la presse fait état d'une terrible tragédie qui se déroule au Cambodge, madame le ministre pourrait-elle nous confirmer l'exactitude de ces nouvelles? Deuxièmement, peut-elle nous dire quelles initiatives le Canada compte prendre sur le plan diplomatique et sur le plan de l'aide alimentaire?

**L'hon. Flora MacDonald (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, les députés n'ignorent pas que le gouvernement canadien a annoncé, au cours du week-end, qu'il verserait environ cinq millions de dollars au Fonds de secours international pour qu'il les distribue à ceux qui souffrent de malnutrition—en fait de la famine—au Kampuchea. Cet argent sera distribué sous les auspices de la Croix-Rouge Internationale et de l'UNICEF, les deux groupes qui sont parvenus à faire une étude préliminaire de cette terrible tragédie qui se déroule au Kampuchea.

J'aimerais indiquer à la Chambre que dans son premier rapport, la Croix-Rouge mentionne que le désastre et la malnutrition ont pratiquement exterminé tous les enfants de moins de cinq ans, et que ceux qui ont entre 5 et 10 ans sont gravement menacés. Voilà pourquoi nous joignons nos efforts à ceux des Nations Unies, de la Croix-Rouge Internationale et de l'UNICEF pour être certains que notre contribution, qui consiste essentiellement en fournitures médicales et en aliments, parviendra à ceux qui en ont le plus besoin.